

Rapport sur les droits de l'homme 2009 : Burundi

Bureau pour la démocratie, les droits de l'homme et le travail
Rapport de pays sur les pratiques des droits de l'homme pour 2009
11 Mars 2010

Le Burundi est une république constitutionnelle avec un gouvernement élu et une population de 8,3 millions. En 2005, suite aux élections locales et parlementaires, les deux chambres du parlement ont élu le Président Pierre Nkurunziza, un membre du parti politique Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD). Des observateurs internationaux ont rapporté que les élections, qui ont mis fin à un processus transitionnel de quatre ans en vertu de l'accord de paix et de réconciliation d'Arusha, étaient libres et transparentes. Le parti CNDD-FDD a conquis la majorité dans le parlement et dans le gouvernement, mais les autres principaux partis, notamment le Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU) et l'Union pour le Progrès National (UPRONA) étaient également représentés. En Décembre 2008, le Président Nkurunziza a signé une déclaration sur le processus de paix avec le dernier groupe rebelle, PALIPEHUTU-Forces Nationales de Libération (FNL), représenté par son chef Agathon Rwasa. Celui-ci a commencé le processus de démobilisation, de désarmement, et de réintégration du FNL, qui a continué tout au long de l'année. Le 18 Avril, Rwasa a renoncé à la lutte armée, et le 21 Avril, après avoir laissé tomber « PALIPEHUTU » (parti pour la libération du peuple hutu) de son appellation, le gouvernement a enregistré le FNL comme parti politique. (La Constitution proscriit les références ethniques dans les appellations des partis politiques). Malgré que les autorités civiles aient généralement maintenu un contrôle effectif des forces de sécurité, il y a eu plusieurs cas où les éléments des forces de sécurité ont agi indépendamment.

Les données du gouvernement sur les droits de l'homme ont laissé à désirer. Les forces de sécurité du gouvernement ont continué à commettre des abus des droits de l'homme, y compris des tueries et des tortures des populations civiles et des détenus avec une impunité généralisée. Les problèmes des droits de l'homme incluent aussi l'abus d'autodéfense, et le règlement de comptes personnels, le viol contre les femmes et les filles, de dures conditions de détention dans les prisons et centres de détention, la détention préventive prolongée et l'arrestation et la détention arbitraire, le manque d'indépendance et d'efficacité de l'appareil judiciaire, la corruption de l'appareil judiciaire, la détention et l'emprisonnement des prisonniers politiques et détenus politiques, la limitation du droit d'expression, de réunion et d'association, en particulier pour les partis politiques. La violence domestique et sexuelle et la discrimination contre les femmes restaient des problèmes.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris la protection contre :

a. Privation arbitraire et illégale de la vie

L'Office du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'homme au Burundi a rapporté que les forces de sécurité ont tué 19 civiles, par rapport à 57 rapportés l'année

précédente, sur base des données collectées pendant le mois de Septembre. Les NU ont noté, néanmoins, qu'elles étaient en train de réévaluer ses mécanismes de suivi et que certains pourraient leur avoir échappé. Les médias locaux ont rapporté plusieurs cas dans lesquels les forces de sécurité étaient reconnues et vigoureusement soupçonnés d'avoir tué des civiles illégalement.

Par exemple, le 8 Avril, des criminels non identifiés ont poignardé à mort Ernest Manirumva, Vice Président et grand enquêteur de l'Organisation Non Gouvernementale locale (ONG) Observatoire pour la Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME). Manirumva était très connu pour avoir embarrassé le gouvernement, particulièrement les forces de sécurité, en publiant une série d'exposés sur les fiches de paie corrompues et les pratiques d'approvisionnement. Vers la fin de l'année, la police avait arrêté neuf suspects, incluant quatre policiers. En plus, les autorités et les médias locaux ont rapporté qu'un citoyen burundais était arrêté au Canada pour allégation de son implication dans le meurtre.

Le 21 Mai, la police a ouvert le feu sur un groupe des scouts à Kayogoro, Province de Makamba, en tuant un avec trois blessés. Le porte parole de la police a initialement déclaré que les scouts avaient tiré les premiers, mais par après, il a reconnu que cela n'était pas vrai. Le commandant local de la police, qui a initialement fui la scène, par après s'est rendu. L'administrateur communal a aussi été arrêté par rapport à cet incident. A la fin de l'année, tous les six présumés sont restés en prison attendant le jugement.

Le 13 Octobre, trois policiers ont frappé à mort un homme dans la ville de Kayanza, Province de Kayanza. Selon les témoins et les policiers qui ont commis ce crime, le Gouverneur de Kayanza, Senene Nduwimana a donné l'ordre de le fouetter parce que la victime n'avait pas accepté de donner gratuitement un terrain au Gouverneur. A la fin de l'année, les trois policiers étaient en détention, le gouverneur était resté dans ses fonctions, et l'enquête était en cours.

Contrairement à l'année précédente, il n'y a pas eu de rapports faisant état des forces de sécurité qui tuent les civiles suite aux attaques des rebelles ou au soupçon de collaboration avec les forces rebelles. Depuis l'accord de paix de Décembre 2008 avec les FNL, il n'y a pas eu d'engagements militaires entre les forces gouvernementales et les FNL. Néanmoins, l'action criminelle liée aux ex-rebelles a abouti à de nombreux meurtres et d'autres abus contre la population civile au cours de l'année. L'organisation locale de défense des droits de l'homme Ligue Iteka a déclaré que les autorités n'ont pas pu enquêter sur ces incidents liés aux ex-rebelles ou identifier les criminels.

Pendant l'année, il y a eu des progrès par rapport aux tueries de 2008 perpétrées par les forces de sécurité :

La tuerie de deux personnes au 22 juin dans la province de Ruyigi suite à une grenade lancée par un soldat a occasionné l'arrestation d'un soldat qui attendait d'être jugé à la fin de l'année.

La tuerie d'un civile par un policier en date du 24 Juin dans un bistrot en Province de Ngozi a occasionné une arrestation d'un policier qui attendait le jugement à la fin de l'année.

La mort du directeur général des sports et des loisirs au Ministère des Sports, la jeunesse et la Culture survenue le 25 Septembre suite à une attaque à la grenade devant son habitation à Musaga a occasionné une arrestation d'une dame qui a été par la suite relâchée pour manque de preuve. Il n'y a pas eu suite du procès à la fin de l'année.

Il n'y a pas eu d'autres progrès par rapport aux tueries suivantes de 2008 par les rebelles des FNL :

La tuerie d'un chef de famille en date du 6 Juillet à Muhuta, en Province de Bujumbura Rural, le pillage et tuerie du bétail à Isale, en Province de Bujumbura-Rural.

Etant donné l'effectif élevé des armes pullulant dans la population et l'impunité dans plusieurs zones, un grand nombre de cas de tueries sont attribuables à la justice populaire et le règlement de comptes personnels. Il y a eu des rapports continus sur les morts et les blessés causés par des personnes non identifiées, certains seraient des éléments de la force de sécurité, utilisant des grenades et mortiers.

Le 21 Février, un homme est mort lorsqu'une personne non identifiée a lancé une grenade dans sa maison à Itaba, en Province de Gitega. Une rumeur a circulé comme quoi cette tuerie est liée au conflit foncier. Aucune arrestation n'a été entreprise pendant l'année.

Le 9 Septembre, une personne a été tuée et six autres grièvement blessées lorsqu'un assaillant non identifié a lancé une grenade dans une cafétéria à Gihanga, en province de Bubanza. Aucune arrestation n'a été entreprise pendant cette année.

Le 27 Décembre, deux personnes ont été tuées et dix autres grièvement blessées lorsqu'un assaillant non identifié a lancé une grenade dans le marché central de Bujumbura. Deux individus ont été détenus par la police, mais aucune accusation n'a été enregistrée et l'enquête était en cours à la fin de l'année.

Il y a eu des rapports sur les tueries, souvent perpétrées par des personnes non identifiées, des individus accusés de sorcier.

Le 20 Mars, des assaillants non identifiés ont tué une dame de Gisuru et un homme de Butaganzwa, en Province de Ruyigi. La population de ces localités a soupçonné la famille de la dame comme auteur de ce crime car les membres de sa famille l'avait accusée d'être sorcière. Aucune arrestation n'a été entreprise dans cette année.

Le 5 mai, des personnes non identifiées ont tué trois dames âgées accusées de sorcellerie à Gishingano, en province de Bujumbura Rural. Leurs familles ont déclaré que ces dames ont été tuées par des gens qui voulaient récupérer leurs terres. Aucune arrestation n'a eu lieu au cours de cette année.

Le 6 mai, la population a brûlé vif un homme accusé de sorcellerie à Rumonge, en Province de Bururi. Aucune arrestation n'a eu lieu pendant cette année.

Il n'y avait aucune suite réservée à la mort par mutilation d'une jeune fille âgée de 14 ans, liée à la sorcellerie en Juillet 2008 en Province de Muyinga.

La tuerie de Septembre 2008 et la calcination de quatre personnes en Province de Ruyigi a occasionné une arrestation de quelques personnes soupçonnées, mais à la fin de l'année personne n'avait été jugé pour ce crime.

Des tueries sporadiques des personnes atteintes d'albinisme, au cours desquelles les parties des corps des victimes ont été amputées pour s'en servir pour des fins sorcières, ont continué. Contrairement à l'année précédente, il y a eu moins de tueries. Cette diminution est due au renforcement de la protection policière des personnes atteintes d'albinisme et une poursuite rigoureuse des présumés coupables pour ce crime.

Par exemple, le 13 Février, les autorités locales de la Commune Giteranyi, en Province de Muyinga, ont rapporté qu'un groupe de malfaiteurs non identifiés ont tué et amputé les membres d'une dame atteinte d'albinisme âgée de 40 ans. Aucun suspect directement impliqué dans l'affaire n'a été arrêté, mais il est possible que les 11 individus arrêtés dans la vente des parties des corps pourraient être responsables (voir en bas).

Le 24 Février, la police nationale a confirmé qu'un groupe d'hommes non identifiés en Province de Kayanza a tué et amputé les membres d'un garçon atteint d'albinisme de six ans. Aucun suspect directement impliqué dans l'affaire n'a été arrêté (voir en bas).

Le 9 Juillet, la police a découvert un corps d'une personne atteinte d'albinisme à Nyabitsinda, en Province de Ruyigi. Aucun suspect directement impliqué dans l'affaire n'a été arrêté (voir en bas).

En Septembre 2008, des assaillants non identifiés en province de Ruyigi ont tué une fille atteinte d'albinisme et lui ont coupé les mains et les pieds. Toujours en septembre 2008 dans la province de Ruyigi, des assaillants non identifiés ont tué et coupé les bras et les jambes d'un homme avec l'albinisme. En Novembre 2008, toujours dans la Province de Ruyigi, une fille atteinte d'albinisme de six ans a été tuée et sa tête et les membres amputés. Les criminels ont fait irruption dans la maison de la famille et ont ligoté les parents de la jeune fille avant de tirer sur la fille à la tête.

De Octobre 2008 au 14 Mars 2009, la police a arrêté 11 personnes en provinces de Karuzi et de Ruyigi soupçonnés auteurs des meurtres, y compris les meurtres de 2008 et du début 2009 ainsi que la vente des parties du corps. Le 23 Juillet, le tribunal de grande instance de la Province de Ruyigi a condamné un prévenu pour la réclusion à perpétuité et trois prévenus à 15 ans de prison. Quatre autres prévenus ont été infligé les peines allant d'une année à sept ans, alors que les trois autres prévenus étaient acquittés pour manque de preuves.

Dans une série de reportages du 1^{er} au 26 Août sur les prisons, un total de 20 prisonniers, y compris un nombre non confirmé de ceux qui purgeaient une peine pour avoir tué des personnes atteintes d'albinisme, se sont évadés des prisons en province de Ruyigi. Les forces de sécurité Tanzaniennes en ont capturé six qui avaient déjà traversé la frontière vers la Tanzanie, y compris

un des accusés tueur des personnes atteintes d'albinisme ; cet homme a par la suite été tué à coup de feu accusé de tentative d'évasion des mains des forces de sécurité tanzaniennes.

L'insatisfaction généralisée du public envers l'incapacité des forces de sécurité de maîtriser (et parfois elles sont même en complicité) les crimes a entraîné plusieurs cas de justice populaire. Le 6 Septembre, des villageois en colère à Muhindo, en Province de Ruyigi, ont lapidé à mort deux policiers soupçonnés impliqués dans un vol. A la fin de l'année, aucune arrestation n'a été entreprise à cet effet. Alors que le porte-parole de la police n'a pas explicitement fermé les yeux devant ces tueries, il a ordonné à la population de « maintenir l'ordre public ».

Le 18 Septembre, la population a tué un homme capturé en train de voler à Cibitoke dans les environs de Bujumbura. Aucune arrestation n'a eu lieu pendant cette année.

b. Disparition

Il n'y a pas eu de rapports confirmés des disparitions motivées par des raisons politiques.

Contrairement à l'année précédente, l'association ONG pour la Protection des Droits de l'Homme et des Détenus (APRODH) a rapporté qu'aucun détenu n'a manqué dans les lieux de détention pendant l'année. L'APRODH a aussi spécifié que les 64 détenus portés disparus dans l'année précédente, étaient en fait des cas « fictifs » qui ont résulté de comptage de fractions au lieu des prisonniers réels, dont la plupart d'entre eux étaient accusés de beaucoup de crimes.

c. Torture et autre punition ou traitement cruel, inhumain ou dégradant

La Constitution et la législation proscrivent de telles pratiques; néanmoins, les NU, l'ONG internationale Human Rights Watch (HRW), les ONG locales la Ligue Iteka et l'APRODH ont rapporté que des éléments des forces de sécurité ont souvent malmené et bastonné les civiles et les détenus. Contrairement à l'année précédente, les ONG locales ont rapporté qu'aucun incident de torture n'est confirmé. Le nouveau code pénal qui particulièrement proscriit la torture est entré en vigueur en Avril.

Le 15 Janvier, une population estimée à 100 personnes a encerclé les locaux du commandant de la police locale à Kamenge dans les environs de Bujumbura suite au rapport comme quoi il avait battu une dame de 80 ans. La police a dispersé la foule. Aucune action n'a été entreprise contre ce commandant.

Le 17 Juin, un policier travaillant dans le cabinet du Président a attaqué une femme policier à Kibenga, Bujumbura, en raison d'une dispute sur les clés du bureau. La femme policier a eu des blessures sur la tête. Le policier male n'avait pas encouru des sanctions disciplinaires ou arrêté à la fin de l'année.

Le 6 Août, un officier de police a cogné une dame enceinte qui était à bord d'un taxi vélo illégal à Bujumbura, lui cassant deux dents. Deux témoins qui ont rapporté sur l'incident au siège de la police ont été eux-mêmes brièvement détenus. Le porte-parole de la police s'est refusé de tout

commentaire, mais deux policiers ont été arrêtés suite à cet incident. Aucun d'eux n'a été jugé à la fin de l'année.

Un commissaire de police accusé d'avoir torturé un détenu à la Prison Provinciale de Bubanza en Septembre 2008 est resté dans son poste sans aucune sanction administrative appliquée.

Un policier, en état d'ébriété, arrêté pour avoir ouvert le feu sur la foule en province de Bururi en 2007 a été jugé en Juillet devant la Haute Cour de Bururi. Le procès était toujours en délibération à la fin de l'année.

Contrairement à l'année précédente, il n'y avait pas de rapports confirmés que les forces de sécurité ont maintenu des centres illicites de détention et de torture à travers le pays. Plusieurs établissements du Service National des Renseignements (SNR) qui auraient été utilisés pour la torture dans le passé, ont été ouverts et fréquentés par les membres des organisations des droits de l'homme.

Le 7 Août, à Mutimbuzi en Province de Muramvya, deux hommes armés en uniforme militaire ont violé deux filles âgées de 15 ans. A la fin de l'année, aucun suspect n'a été arrêté.

Il n'y a pas eu de suite pour les cas suivants de viol commis par les forces de sécurité en 2008 : les 36 cas de viol enregistrés par les NU ; le viol du 13 Février, d'une fille âgée de 16 ans au camp de cantonnement de Randa ; le viol du 14 Avril, d'une fillette âgée de 9 ans au camp des déplacés de Buhiga, et le viol du 1^{er} Juillet, d'une femme à Busoni.

Selon les NU, contrairement à l'année précédente, il n'y a pas eu de cas d'enfants associés avec les groupes armés à la fin de l'année.

Conditions des prisons et centres de détention

Les conditions des prisons sont restées précaires et quelques fois mettant la vie en danger. Une surpopulation critique a persisté, et en Juin l'APRODH a rapporté que 10.636 personnes étaient détenues dans 11 locaux construits pour héberger un total de 4,050. Plus de 6.700 des prisonniers avaient été jugés. Selon les autorités du Gouvernement et les observateurs des droits de l'homme, les prisonniers ont souffert des maladies digestives et la malaria, et certains ont trouvé la mort suite à ces maladies. Contrairement à l'année précédente, l'APRODH n'a rapporté aucun cas de torture parmi les prisonniers et les détenus, mais des harcèlements physiques et des détentions prolongées sont restés des problèmes réels. Par exemple, 65 pourcent des prisonniers étaient des « détenus préventifs » détenus sans dossier.

Chaque prison avait un infirmier qualifié et au moins une fois la semaine une visite d'un docteur; toutefois, les prisonniers n'ont pas toujours eu libre accès aux soins médicaux. Des cas graves étaient transférés aux hôpitaux locaux. Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) était le fournisseur principal des médicaments. Le gouvernement n'a pas nourri les détenus dans les cachots communaux. Les détenus et les prisonniers qui ne sont pas détenus dans les cachots des communes recevaient 450 grammes de nourriture par jour fourni par le gouvernement ; les familles devaient souvent compléter la ration des prisonniers.

Les centres de détention et les cachots des communes étaient trop surpeuplés, et les conditions étaient généralement pires que les conditions des prisons. L'APRODH a déclaré qu'il y avait plusieurs rapports non officiels des cas de harcèlement des prisonniers. Les sanitaires et les soins médicaux étaient limités voire inexistantes. Il y avait 400 cachots de commune dans lesquels les arrêtés étaient supposés être détenus durant une période n'excédant pas une semaine ; en réalité les détenus étaient gardés dans ces locaux pendant de plus longues périodes allant de quelques semaines à plusieurs mois.

Selon l'APRODH, il y avait 548 enfants en prison, y compris 79 petits enfants, dont certains étaient nés en prison, accompagnant leurs mères. Les mères en prison étaient à la fois des détenus préventifs et des condamnés. Dans la plupart des prisons, les femmes partageaient les locaux avec des hommes mais avaient un espace spécialement réservé pour elles. Il y avait une petite prison pour les femmes seulement en Province de Kayanza. Au 30 Septembre, il y avait 205 femmes en prison, selon l'administration pénitentiaire.

Les prisonniers juvéniles étaient détenus ensemble avec, et souvent traités de la même manière que les adultes.

Les prisonniers politiques étaient souvent détenus ensemble avec les condamnés criminels.

Les détenus en attente du jugement étaient gardés dans les cachots des communes, mais certains étaient aussi incarcérés avec les prisonniers condamnés. Dans les centres de détention et les cachots communaux, les mineurs n'étaient pas toujours séparés des détenus adultes.

Pendant l'année, le gouvernement a permis toutes les visites demandées par les moniteurs internationaux et locaux des droits de l'homme, y compris le CICR; les visites ont eu lieu conformément aux modalités standard du CICR.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La Constitution et la législation proscrivent une arrestation et une détention arbitraire, mais les forces de sécurité ont arrêté et détenu arbitrairement des personnes.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale est responsable de la sécurité intérieure, mais les militaires (FDN) peuvent assumer de telles responsabilités en cas de guerre. La police s'occupe des dossiers criminels, et les FDN jouent les rôles de sécurité extérieure et de contre-insurrection. En pratique, les FDN aussi arrêtent et incarcèrent des suspects. Le Ministre de la Défense contrôle les FDN tandis que le Ministre de la Sécurité Publique contrôle la police nationale. Le SNR est l'agence nationale de renseignement, elle rapporte directement au Président. Le SNR collecte les renseignements à la fois sur les questions nationales et internationales et a la compétence d'arrêter et interroger les suspects.

Les membres des forces de sécurité étaient mal formés. La corruption, le non-respect des limitations sur la détention, et le harcèlement des prisonniers et des détenus restent des problèmes réels. Une unité chargée des affaires intérieures au sein de la force de police a enquêté sur les crimes commis par la police, mais la punition était plutôt rare. La Mission des Nations Unies au Burundi (BINUB) et les ONGs ont organisé une formation en droits de l'homme en faveur de la police. L'impunité et le manque de responsabilité des forces de sécurité qui ont commis des abus des droits de l'homme sont restés des problèmes.

Procédures d'arrestation et de traitement en détention

La loi prescrit les mandats d'arrêt dans la plupart des cas, et les présidents des tribunaux sont autorisés à les émettre. La police et les FDN peuvent entreprendre des arrestations sans mandat mais doivent présenter un rapport écrit au magistrat endéans 48 heures. Néanmoins, la police a rarement observé ses dispositions et a régulièrement violé une condition que les détenus soit accusés et comparaissent devant la cour endéans sept jours d'arrestation. Un magistrat peut ordonner la libération des prévenus ou confirmer les accusations et continuer la détention, initialement pour sept jours, puis pour encore sept jours si nécessaire pour préparer le dossier pour le procès. Les magistrats ont aussi ignoré les conditions requises de sept jours et ont retenu les suspects pour 10 jours ou plus. La police est autorisée à libérer les prévenus sous caution, mais cette disposition était rarement exercée. La police a régulièrement détenu les suspects pour des périodes étendues sans annoncer les accusations, certifier la détention devant le juge, ou informer le Ministre de la Justice dans les 48 heures tel que requis. Les suspects ont le droit d'avoir des avocats à leurs frais propres en cas de dossiers criminels, mais la loi n'exige pas, et le gouvernement n'a pas disponibilisé les procureurs pour les indigents aux frais du gouvernement. La loi proscriit la détention discrète, mais nombreuses sources crédibles ont rapporté que cela a eu lieu. De temps en temps, les autorités ont refusé aux membres de la famille l'accès aux prisonniers.

Contrairement à l'année précédente, les forces de sécurité n'ont arbitrairement détenu aucun journaliste ou leader syndicaliste pour de longues périodes. Le Journaliste Jean-Claude Kavumbagu et le Vice Président du syndicat des travailleurs non magistrats au Ministère de la Justice, Juvénal Rududura, les deux détenus en Septembre 2008, ont été relâchés respectivement le 19 Mars et le 9 Juillet. Kavumbagu a été affranchi des accusations d'outrage au chef de l'Etat alors que Rududura est resté en « mise en liberté provisoire ». Il a été surveillé par les autorités et n'avait pas le droit de quitter Bujumbura.

De longues procédures d'emprisonnement, une accumulation des dossiers en attente, l'inefficacité judiciaire, la corruption, et les contraintes financières ont souvent causé le retard des jugements. Des irrégularités dans la détention des individus, y compris les détenir au delà des limites légales, ont continué. Les ONGs des droits de l'homme et les autres ont exercé une pression sans succès sur le gouvernement pour la libération des prisonniers qui étaient détenus pour de longues périodes sans jugement.

e. Refus de jugement public sincère

Malgré que la constitution et la législation consacrent un pouvoir judiciaire indépendant, le pouvoir judiciaire n'était pas indépendant du pouvoir exécutif, il était inefficace, et était compromis par la corruption. L'interférence politique a sérieusement compromis l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Le système judiciaire consiste en la cour civile et criminelle avec la Cour Suprême et la Cour Constitutionnelle au sommet. Dans tous les procès impliquant les questions constitutionnelles, la cour Constitutionnelle a le droit le plus ultime d'appel, alors que l'autorité finale dans toutes les autres affaires revient à la Cour Suprême.

La législation prévoit un système judiciaire militaire indépendant, qui en pratique était influencé par les officiers supérieurs et les cadres militaires. Les cours de première instance pour les criminels militaires aux grades inférieures sont appelés « Conseils de Guerre », et en existe un dans chacun des cinq districts. Un tribunal d'Appel écoute les appels des décisions du conseil de guerre et aussi dispose d'une compétence de juridiction pour les criminels militaires aux grades intermédiaires. Les cours militaires ont la compétence de juridiction pour les criminels militaires et pour les civils accusés d'infractions impliquant les membres des forces armées. Les cours militaires disposent des mêmes droits que les cours criminelles.

Le gouvernement reconnaît officiellement le système traditionnel d'arbitrage communautaire connu sous le nom « abashingantahe » qui fonctionne sous l'autorité des membres de la communauté reconnus pour leurs compétences de résolution des conflits. Un « mushingantahe », ou médiateur communautaire, est reconnu par la communauté et préside les délibérations ; aucun avocat n'y est impliqué. L'opinion d'un mushingantahe est souvent nécessaire avant que l'accès au système de la cour civile ne soit octroyé. Le système des abashingantahe est limité aux affaires civiles et crimes mineures.

Procédures du procès

Tous les procès sont publiquement menés par un jury de juges. En principe, les défendeurs sont présumés innocents et ont le droit d'avocat, mais non sur les frais du gouvernement, même pour les affaires impliquant des accusations criminelles très sérieuses. Les défendeurs ont le droit de se défendre, qui comprend le droit d'interroger les témoins de l'accusation, d'appeler leurs propres témoins, et d'examine les preuves à leur encontre. Les défendeurs peuvent aussi présenter des preuves de leur part, ce qui est arrivé dans la plupart des cas ; peu de défendeurs disposaient d'une représentation légale car peu d'entre eux peuvent se payer les services d'un des 90 avocats reconnus par la loi dans le pays. Quelques ONGs locales et internationales ont fourni une assistance juridique mais ne pouvaient pas assister dans tous les procès. La loi étend le droit ci-dessus à tous les citoyens.

Tous les défendeurs, excepté ceux relevant des cours militaires, ont le droit d'appel pour leurs procès jusqu'à la cour suprême. En réalité, l'inefficacité du système judiciaire a étendu le processus d'appel à de longues périodes, dans plusieurs cas pour plus d'une année. Ceci a effectivement limité la possibilité d'appel, même par les défendeurs accusés des crimes beaucoup plus graves.

Les procédures pour les cours militaires et civiles sont similaires, mais les cours militaires ont typiquement arrivé à des décisions plus rapidement. Les tribunaux militaires, tout comme les tribunaux civils, ont généralement failli au respect des normes internationalement reconnus d'impartialité. Le gouvernement ne pourvoit pas d'avocats aux défenseurs militaires pour les assister dans leur défense, même si les ONGs en ont donné à quelques défenseurs pour les cas impliquant des accusations graves. Les procès militaires sont généralement ouverts au public mais peuvent être fermés pour des raisons impérieuses, y compris pour la sécurité nationale ou lorsque la publicité peut heurter la victime ou la partie tierce, comme dans les cas impliquant le viol ou l'abus des enfants. Les défenseurs devant les cours militaires ont le droit de faire un seul appel.

Prisonniers et détenus politiques

L'incarcération des prisonniers et détenus politiques est resté un problème. Selon les observateurs des droits de l'homme, il y avait environ 30 prisonniers politiques. Ceci contraste avec l'année dernière, où plusieurs centaines de combattants PALIPEHUTU-FNL étaient emprisonnés pour des raisons politiques. Les autorités ont libéré plusieurs ex-rebelles dans le cadre du processus de démobilisation durant la première moitié de l'année, le reste des détenus étaient considérés comme des criminels de droit commun.

En Novembre 2008, le journaliste et activiste politique Alexis Sinduhije était arrêté à Bujumbura, à la permanence de son Mouvement pour la Sécurité et le Démocratie (MSD), un parti politique qui n'était pas encore approuvé par le gouvernement. Sinduhije était successivement accusé d'outrage à la personne du Président Nkurunziza sur base des commentaires trouvés dans ses documents personnels. Le 12 Mars, le tribunal de grande instance de Bujumbura a affranchi Sinduhije et l'a libéré.

Le 25 Mai, une cour d'appel a confirmé les peines de prison de l'ex-président du CNDD-FDD Hussein Radjabu et ses co-détenus condamnés accusés d'«atteinte à la sécurité publique par une rébellion armée.» Radjabu continue à diriger son parti politique Union pour la Démocratie (UPD) à partir de la prison.

Le gouvernement a permis aux organisations internationales et ONGs locales des droits de l'homme l'accès aux prisonniers politiques.

Procédures judiciaires civiles et recours

Le pouvoir judiciaire n'était ni indépendant ni impartial. Les rapports des médias présentent que le pouvoir judiciaire implique plusieurs individus redevables au gouvernement. L'exécution des décisions de la cour, y compris le paiement des dommages, était lente, et quelquefois prenait des années.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance.

La constitution et la législation prévoient le droit à la vie privée, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit. Les autorités ont rarement respecté la législation exigeant les mandats

de perquisition. Les sources des médias et de la société civile disent que les forces de sécurité ont surveillé les appels téléphoniques.

Section 2 Respect des libertés civiles comprenant :

a. La liberté d'expression et de presse

La constitution et la législation prévoient le droit à la liberté d'expression et de presse; néanmoins, le gouvernement n'a pas généralement respecté ces droits en pratique. Le gouvernement ne tolère pas les critiques publiques, particulièrement celles qui sont perçues comme des insultes au Président et aux autres hautes autorités de l'Etat dans les médias ou sur les lieux publics.

Malgré que la législation régulant les rencontres politiques ait été abrogée en Novembre 2008, les réunions des partis de l'opposition ont continué à être contrôlées et quelquefois interrompues par le gouvernement.

Il n'y a pas eu de rapports que le gouvernement a procédé à une censure directe ou qu'il a forcé les médias à suspendre les activités. Néanmoins, les journalistes ont continué à s'autocensurer gardant à l'esprit que les critiques directes à l'endroit du Président et des autres hautes autorités de l'Etat ne seraient pas tolérées.

Le 19 Juillet, le directeur du développement urbain au Ministère des Travaux publics a intimidé Marc Niyonkuru, un journaliste de la Radio Isanganiro, après que Niyonkuru ait fait un reportage qu'un véhicule officiel du Département du Développement Urbain a été utilisé pour faire la propagande du CNDD-FDD. Le Directeur a reconnu avoir appelé le journaliste mais il a refusé de reconnaître qu'il l'a intimidé.

Il y avait huit publications hebdomadaires privées et 23 bulletins électroniques et faxés. Les tirages de publications indépendantes ont été courts, et le lectorat était limité par le faible niveau d'alphabétisation. La circulation des journaux a été généralement limitée aux centres urbains. La propriété des journaux privés était concentrée dans la capitale, mais un large éventail d'opinions politiques ont été exprimées. Le gouvernement a contrôlé plusieurs grands médias, notamment *Le Renouveau*, le seul quotidien, et la Télévision Nationale du Burundi. Il y avait deux stations de télévision privées, y compris une station de programmes principalement musulmans entretenant des liens étroits avec le CNDD-FDD.

La radio est restée le plus important médium d'information pour le public. La radio du gouvernement diffuse en kirundi, en français et en swahili et mais offre des programmes limités en anglais. Il y avait 13 stations de radio privées, y compris une nouvelle station axée sur le développement de la radiodiffusion orientée vers les femmes et les programmes relatifs aux droits de l'homme qui a ouvert le 27 avril dans la Province de Gitega. Depuis Mars 2008, le CNDD-FDD a établi une station de radio pro-gouvernementale, Rema FM, qui est l'une des deux seules stations de radio locales qui émettent 24 heures par jour. Le CNDD-FDD possède une

autre station de radio basée dans la ville centrale de Ngozi qui a diffusé dans les provinces septentrionales et centrales. Certaines stations privées ont bénéficié des fonds des donateurs internationaux. Les auditeurs pouvaient bénéficier des nouvelles à partir des agences étrangères d'information comme la BBC et la « Voice of America ».

La loi criminalise certains actes commis par les médias, tels que la diffamation de personnalités politiques, et prévoit des amendes ainsi que des sanctions pénales allant de six mois à cinq ans de prison pour insultes au Président, ainsi que pour des écrits qui sont considérés comme diffamatoires, injurieux, ou offensant à l'encontre des personnes publiques ou privées.

Le 28 août, l'organisme de réglementation des médias, le Conseil National de la Communication (CNC), dont les membres sont nommés par le Président, a condamné Eric Manirakiza, Directeur de la rédaction à la Radio Publique Africaine (RPA), dans une plainte contre la diffamation déposée par le Ministre du Plan. Le CNC a indiqué que Manirakiza doit réparer les dommages à la personnalité du ministre causés par Manirakiza dans le rapport du 25 Juillet qui décrit le second mariage du ministre comme illégal.

A la même session, le CNC a jugé que le rapport de la RPA sur un conflit frontalier entre le Rwanda et le Burundi sur la région Sabanerwa était dangereux et constituait une menace pour la sécurité nationale. Le CNC a transmis l'affaire à la justice chargée de la perception des amendes et de prise des sanctions contre les organes d'information. Le 10 Septembre, le Directeur de la RPA a présenté une demande reconventionnelle contre le CNC demandant l'abrogation de ses décisions. Au cours d'une réunion du 3 au 4 Décembre réunissant les médias et les responsables du CNC sous la médiation de l'ancien président burundais Sylvestre Ntibantunganya, les parties ont convenu que toutes les instances en cours contre les médias doivent être interrompues. Ntibantunganya a été désigné pour porter cette décision à la magistrature. En fin d'année, il est apparu que les poursuites étaient abandonnées.

Le journaliste Jean-Claude Kavumbagu, qui a été arrêté en Septembre 2008 pour avoir "insulté" le Président, a été libéré le 19 Mars (voir section 1.d.).

Liberté sur Internet

On ne signale pas des restrictions gouvernementales sur l'accès à l'Internet ou les rapports que le gouvernement surveillait les courriers électroniques ou les bavardoirs sur internet. Les individus et groupes ont pu s'engager dans l'expression d'opinions pacifiques sur Internet, y compris par courrier électronique. Selon les statistiques de l'Union internationale des télécommunications pour 2008, moins de 1 pour cent des habitants du pays ont utilisé l'Internet.

Liberté de l'enseignement et événements culturels

Il n'y avait aucune restriction du gouvernement sur la liberté académique ou les événements culturels.

b. Liberté de réunion et d'association pacifique

Liberté de réunion

La constitution et la législation prévoient la liberté de réunion, mais le gouvernement a parfois restreint ce droit. Un décret présidentiel d'Octobre 2008 exigeait à tous les partis politiques d'obtenir l'autorisation du gouvernement avant de tenir des rencontres. Après de nombreuses protestations par les partis politiques locaux et les acteurs internationaux, le gouvernement a annulé le décret en Novembre 2008 et a seulement exigé que les partis politiques avertissent les autorités locales avant de se rencontrer.

Malgré l'abrogation de la loi, les gouverneurs provinciaux et les administrateurs communaux ont refusé et perturbé de nombreuses réunions des partis politiques d'opposition qui en avaient pourtant correctement informé les autorités. Au cours d'une réunion du 17 Juin avec la société civile, le Ministre de l'Intérieur a reconnu que certains administrateurs locaux ont illégalement empêché les partis d'opposition de tenir des réunions. Le ministre a spécifiquement condamné l'Administrateur de la commune Kanyosha dans la Province de Bujumbura Rural pour avoir suspendu les réunions des partis d'opposition.

Les ONGs locales ont indiqué que la police nationale, le SNR, le Ministère de l'Intérieur, et la ligue de la jeunesse du parti au pouvoir (les Imbonerakure) ont été impliqués dans la répression des partis d'opposition. Le 9 Juin, le Ministre de l'Intérieur a fait des contre déclarations comme quoi ces partis ont tenté de créer l'insécurité. L'ONU et les organisations locales et internationales de défense des droits de l'homme ont, à plusieurs reprises, exprimé leur préoccupation que le gouvernement a harcelé les partis d'opposition et limité les manifestations de la société civile.

Par exemple, le 31 Janvier, les autorités locales ont arrêté trois membres du parti UPD pendant plusieurs heures dans la commune de Gitega, en Province de Gitega, pour la tenue "d'une réunion illégale". Les fonctionnaires de l'UPD ont signalé que les représentants du parti avaient officiellement demandé la permission de tenir la réunion.

En Février, l'administrateur de la commune de Gitega aurait interdit le parti UPD, mais le porte-parole de l'UPD a annoncé en Mars que son parti avait conclu un accord d'entente avec l'administrateur qui permettrait à l'UPD de poursuivre ses activités.

Le 2 Août, Alexis Sinduhije, président du parti MSD, a été placé en résidence surveillée dans la Province de Ruyigi. Le 3 Août, le procureur de Ruyigi avait un mandat d'arrêter Sinduhije pour avoir organisé une réunion illégale avec les membres de son parti le 1er août. L'assignation à résidence de Sinduhije et ses associés a terminé le lendemain sans aucune charge déposée.

Le 9 Août, la police et l'administrateur communal ont empêché le FNL d'ouvrir son siège à Musaga, Bujumbura Mairie. Le même jour, les membres des FNL ont été empêchés de se réunir au siège de leur parti dans la commune Buhiga, en Province de Karuzi. Cette ingérence du gouvernement local s'est produite à plusieurs reprises, même si des réunions non publiques au siège du parti n'ont pas besoin d'autorisation du gouvernement.

Liberté d'Association

La constitution prévoit la liberté d'association, mais le gouvernement a parfois restreint ce droit. L'inscription a été exigé tant pour les organisations privées et les partis politiques. Trois nouveaux partis politiques ont réussi à se faire inscrire, y compris le FNL, le 21 avril et le MSD le 8 Juin. Il a été signalé que le parti au pouvoir CNDD-FDD a usé du pouvoir de l'occupation des postes pour refuser l'octroi les cartes d'identité nationale, l'emploi, l'accès aux programmes sociaux, et généralement pour harceler les personnes membres des partis d'opposition.

Le 5 Janvier, un jeune homme a été battu par la police locale à Kinama, Bujumbura, prétendument parce qu'il soutient le FNL au lieu d'appartenir au parti au pouvoir CNDD-FDD. Aucune enquête ni arrestation n'a eu lieu durant l'année.

Le 27 Février, Frédéric Misago a été tué à Kamenge, Bujumbura Mairie. Misago aurait été renvoyé du SNR, car il a quitté le CNDD-FDD pour rejoindre le parti FRODEBU. Aucune enquête ni arrestation n'a eu lieu durant l'année.

Le 23 août, le chef de l'UPD en commune Kayogoro, Province de Makamba, a été emprisonné pour avoir refusé de mettre le drapeau du CNDD-FDD en face de sa maison. Peu de temps après, des inconnus ont brûlé les abris du bétail à sa maison et chez sa mère. Le chef de l'UPD a été libéré après deux jours, mais aucune enquête ni arrestation dans le cadre de l'incendie n'a eu lieu au cours de l'année.

Les organismes privés ont été appelés à présenter leurs statuts au Ministère de l'Intérieur pour approbation. On ne signale pas que le gouvernement a omis de remplir le processus d'approbation des organismes privés dont les objectifs ont rencontré l'opposition du gouvernement.

c. Liberté de religion

La constitution et la loi prévoient la liberté de religion, et le gouvernement respecte généralement ce droit en pratique.

Le gouvernement exigeait aux groupes religieux de se faire inscrire auprès du Ministère de l'Intérieur, qui a suivi leur leadership et leurs activités. L'inscription a été accordée automatiquement. Le gouvernement exigeait que les groupes religieux fournissent l'adresse de leurs sièges respectifs dans le pays.

Abus sociétaux et discrimination

Il n'y avait aucun rapport de violence dans la société, le harcèlement ou la discrimination contre les membres des groupes religieux, y compris les incidents interreligieux ou intrareligieux. La population juive était très faible, et il n'y avait pas de rapports d'actes antisémites. Pour une discussion plus détaillée, voir le « *2009 International Religious Freedom Report* » à <http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/> .

d. Liberté de mouvement, les personnes déplacées, la protection des réfugiés et des apatrides

La constitution et la loi prévoient la liberté de circulation dans le pays, le voyage étranger, l'émigration et le rapatriement, mais le gouvernement a parfois restreint ces droits en pratique. Le gouvernement a continué de restreindre les déplacements dans et en dehors de Bujumbura et dans d'autres villes pendant la nuit. Les mouvements des citoyens ont été limités par des points de contrôle du gouvernement et la menace de la violence par des bandits armés.

La loi ne prévoit pas l'exil forcé et le gouvernement n'a pas utilisé cette pratique, mais de nombreuses personnes sont toujours en exil auto-imposé.

Le gouvernement a coopéré avec le Bureau du commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour fournir la protection et l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), les réfugiés, le retour des réfugiés, des demandeurs d'asile, les apatrides et autres personnes concernées. Au cours de l'année, le HCR a facilité le rapatriement volontaire d'environ 31.000 réfugiés qui avaient fui vers les pays voisins, principalement la Tanzanie, portant au total de 505.251 réfugiés rapatriés depuis 2002. Le 15 Septembre, le HCR a signalé que 50.000 réfugiés de l'ancien établissement de la Tanzanie était de retour. Les rapatriés, qui sont revenus principalement dans les provinces du sud et de l'Est, ont souvent trouvé leurs terres occupées. Les mauvaises conditions de vie et un manque de nourriture et d'abris pour les rapatriés étaient des problèmes bien que le HCR ait observé une tendance positive depuis le deuxième semestre de 2008, avec moins de rapatriés demandant un abri temporaire. En fin d'année, les 13 centres d'hébergement temporaire avaient été construits dans les principales régions d'origine des anciens réfugiés de 1972, principalement dans les

provinces de Rutana, Makamba, Bururi afin de leur permettre de participer dans la résolution des conflits fonciers qui les concernaient. Le ministère de l'aménagement du Territoire, avec le HCR, était responsable de la préparation des sites de villages intégrés pour les réfugiés, les personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables. Cinq villages intégrés avec environ 700 maisons avaient été établis dans les provinces de Ruyigi, Makamba et Rutana depuis 2008.

Le HCR et le projet du gouvernement pour la réinsertion des personnes affectées par la guerre (PARESI) ont aidé à la réinstallation et la réintégration des réfugiés et personnes déplacées. Au cours de l'année, Le PARESI a enregistré et a contribué à l'hébergement de 4.525 personnes, dont 3.000 rapatriés (500 d'entre eux expulsés par force) du Rwanda, et quatre personnes expulsées de l'Ouganda, les 1.521 autres ont été expulsés de la Tanzanie. Le Bureau national pour la protection des réfugiés et des apatrides (ONPRA) du ministère de l'intérieur a officiellement pris en charge toutes les tâches liées à l'asile en Mars.

Personnes déplacées internes (PDI)

Malgré l'amélioration de la sécurité, on estime que 100.000 personnes déplacées restent dans les établissements à travers le pays. La plupart étaient des Tutsi qui ont fui leurs maisons pendant le conflit interne de 1993. Certains tentaient de retourner vers leurs lieux d'origine, mais la majorité s'est déplacée vers les centres urbains. Selon l'Office des Nations Unies pour la coordination des Actions humanitaires, la plupart vivaient dans 160 sites, la majorité dans les provinces de Kayanza, Ngozi, Kirundo, Muyinga et Gitega. Un recensement de la population organisé par le gouvernement en Juillet dans les sites des déplacés, dans les anciens villages de la paix, et dans des villages ruraux intégrés, a montré que de nombreux sites de déplacés dans les provinces méridionales sont fermés tandis que d'autres sites et des populations dans la province de Bubanza, Bujumbura Rural et Bujumbura ont augmenté.

En Mai, le gouvernement a procédé à la fermeture forcée des camps de personnes déplacées à Tankoma et Bugendana dans la province de Gitega. Le site Tankoma a été octroyé au parti au pouvoir pour y construire son siège. Le gouvernement avait l'intention de construire une école des officiers de police sur le site de l'ancien camp de personnes déplacées à Mitakataka, en province de Bubanza.

Au cours de l'année, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour le compte de près de 600 familles des personnes déplacées qui ont été violemment battues et expulsées de leurs terres en août 2008.

Le gouvernement a généralement permis aux personnes déplacées d'inclure dans le HCR et d'autres activités humanitaires dont bénéficiaient les réfugiés qui retournaient, comme le logement et les programmes d'assistance juridique.

Protection des réfugiés

Le pays est partie à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, le Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés, et la Convention de 1969 de l'Union Africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. La législation prévoit l'octroi, par le gouvernement, d'asile ou de statut de réfugié, et le gouvernement a établi un système pour fournir une protection aux réfugiés. Selon le HCR, à la fin de l'année, le gouvernement avait accordé le statut de réfugié et l'asile à plus de 30.000 personnes. Dans la pratique, le gouvernement a fourni une certaine protection contre l'expulsion ou le retour des réfugiés vers des pays où leur vie ou leur liberté serait menacée en raison de leur race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social particulier ou opinion politique. Le HCR a signalé que le gouvernement a rempli toutes ses obligations en matière d'asile et de protection des réfugiés et a coopéré avec des organisations internationales impliquées dans les questions relatives aux réfugiés.

Au 31 août, selon le HCR, il y avait environ 30.300 réfugiés congolais et 380 demandeurs d'asile Rwandais dans le pays. La majorité des Congolais ont été hébergés dans quatre camps de réfugiés gérés par l'UNHCR: Bwagiriza dans la province de Ruyigi, Gihinga dans la Province Mwaro, Gasorwe dans la province de Muyinga, et Musasa dans la province de Ngozi. Les Rwandais étaient à l'abri dans le camp de Giharo dans la province de Rutana. Les autres 10.500 réfugiés restants ont été intégrés dans les centres urbains. Au début du mois d'Octobre, le HCR a fermé le camp de Gihinga et a conduit les réfugiés congolais vers le nouveau camp de Bwagiriza, en dépit des protestations par les réfugiés qui craignaient pour leur sécurité, à Bwagiriza se trouvant dans la province de Ruyigi, limitrophe de la Tanzanienne. Les réfugiés congolais Banyamulenge sont principalement les survivants du massacre au camp de Gatumba, il y a cinq ans. Ils ont exprimé leur crainte que la proximité de la Tanzanie pourrait faciliter une nouvelle attaque à partir de la frontière par des éléments de la milice Mai Mai en provenance des camps de réfugiés en Tanzanie.

La police nationale a organisé plusieurs raids dans tout le pays en Janvier et Février pour arrondir les immigrants illégaux au cours de laquelle plus de 1000 présumés "étrangers en situation irrégulière», y compris les Congolais, des Rwandais, des Tanzaniens, et des Ougandais, ont été arrêtés. Plus de 700 présumés immigrants illégaux ont été expulsés, mais la confusion est restée dans la police nationale sur le statut des individus considérés comme des immigrants illégaux, des demandeurs d'asile ou réfugiés. ONPRA et le HCR ont assisté les demandeurs d'asile et les réfugiés. Le gouvernement rwandais aurait demandé la suspension des procédures d'expulsion des immigrants clandestins rwandais jusqu'à ce qu'une commission mixte puisse discuter de la façon appropriée pour entreprendre ce processus.

En 2006, le gouvernement a nommé une Commission nationale des terres et autres biens (CNTB) pour résoudre les conflits fonciers et immobiliers, y compris ceux résultant du retour des réfugiés burundais estimés à 500.000, depuis 2002, incluant certains qui avaient été réfugiés en Tanzanie depuis 1972. En abordant les litiges fonciers, le gouvernement s'est appuyé sur un mélange de droit coutumier et la législation, mais peu de citoyens sont conscients de leurs droits légaux, et la plupart sont restés trop pauvres pour se payer une représentation juridique. Bien que le succès de la CNTB a été limité par des problèmes de compétence, le HCR a signalé en Décembre que la CNTB avait résolu 13.921 demandes, dont plus de la moitié étaient dans les provinces accusant un nombre élevé de rapatriés.

Au cours de l'année, un certain nombre de cas de vandalisme, des agressions et des meurtres étaient liés à des conflits fonciers, principalement dans les provinces de Ruyigi, Muyinga et Bururi. Par exemple, la CNTB et l'administrateur de la commune Rumonge ont admis qu'il y avait un problème croissant de violence entre les rapatriés et les communautés locales après que deux personnes aient été blessées suite à un litige foncier le 5 Août.

Section 3 Respect des droits politiques: Le droit des citoyens de changer leur gouvernement

La loi et la constitution disposent aux citoyens le droit de changer pacifiquement leur gouvernement, et les citoyens ont exercé ce droit dans la pratique par le biais des élections généralement libres et transparentes au suffrage universel.

Les élections et la participation politique

En 2005, par un scrutin indirect, les citoyens ont choisi leur premier président démocratiquement élu depuis plus de 12 ans, marquant ainsi la fin de la transition de quatre ans en vertu de l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha. Le législateur a élu le candidat unique Pierre Nkurunziza du CNDD-FDD ; il a prêté serment comme Président en Août 2005.

L'élection du président Nkurunziza a suivi les élections communales et législatives qui avaient eu lieu précédemment la même année, que les observateurs électoraux indépendants ont jugées généralement libres et transparentes, bien que la campagne avant les élections de l'Assemblée nationale avait été tendue et marquée par la violence et l'intimidation de manière significative.

Le parti au pouvoir CNDD-FDD a dominé le gouvernement. Les partis d'opposition ont connu des interférences et ont été soumis à la violence politique (voir section 2).

En fin de l'année, personne n'avait été inculpé suite aux attentats à la grenade de Mars 2008 contre les domiciles de quatre politiciens.

Il a été signalé que des fois, les autorités ont exigé l'appartenance au CNDD-FDD pour obtenir l'éducation, l'emploi et les prestations de soins de santé. Par exemple, le directeur de l'école

secondaire de Marangara, en province de Ngozi, a menacé les étudiants qui étaient membres de partis d'opposition, en leur disant qu'il y aurait des conséquences pour tous les étudiants non membres "de son parti» (CNDD-FDD).

Plusieurs sources ont indiqué que l'aile de la jeunesse du CNDD-FDD, les Imbonerakure, a été autorisée à commettre des abus, comme menacer et agresser les membres des partis de l'opposition, en toute impunité, en raison de son affiliation au parti au pouvoir.

HRW a indiqué qu'en Février les membres des Imbonerakure de la Commune de Bugabira, en province de Kirundo, ont violemment interrompu les réunions de l'UPRONA et de l'UPD et ont dispersé les participants.

La Constitution réserve 30 pour cent de l'Assemblée nationale, du Sénat, et des postes ministériels pour les femmes. Il y avait 36 femmes dans les 118 sièges de l'Assemblée nationale et 16 des femmes dans les 49 sièges du Sénat, les femmes occupaient sept des 24 sièges ministériels. Il y avait sept femmes sur les 18 sièges de la Cour suprême, y compris le juge en chef, et deux femmes sur les sept sièges de la Cour constitutionnelle, y compris le juge en chef et juge en chef adjoint.

La loi impose des quotas ethniques qui exigent que 60 pour cent des sièges à l'Assemblée nationale reviennent aux Hutus, ethnie majoritaire, et 40 pour cent reviennent aux Tutsis, qui constituent environ 15 pour cent de la population. Le groupe ethnique des Batwa, qui représente moins de 1 pour cent de la population, a droit à trois sièges au Sénat. En outre, les postes militaires ont également été réparties entre Hutus et Tutsis. Le gouvernement a rempli ce mandat.

Section 4 La Corruption officielle et la transparence du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales pour la corruption, mais le gouvernement n'a pas efficacement mis en œuvre la loi. La corruption généralisée dans les secteurs publics et privés ainsi qu'une culture de l'impunité restent des problèmes. Plusieurs représentants du secteur privé respectés et les représentants de l'association du commerce ont indiqué que la corruption reste un obstacle majeur au développement économique et commercial. Les indicateurs mondiaux de gouvernance de 2009 de la Banque mondiale reflètent que la corruption était un problème grave. En Juillet, l'OLUCOME a estimé que l'Etat avait perdu 276 milliards de francs burundais (230 millions de dollars) dans la corruption et le détournement de fonds depuis 2000, y compris 37,6 milliards de francs burundais (31 millions de dollars) au cours des six premiers mois de l'année.

Il y avait des indications selon lesquelles certaines entités gouvernementales ont réprimé la corruption, tandis que d'autres ont protégé les coupable et ont promu la culture de l'impunité. Par

exemple, les agents des douanes à la frontière auraient demandé un pot-de-vin de \$ 2.000 - \$ 4.000 pour permettre à un camion avec un conteneur de passer.

Le 15 Janvier, la Cour anti-corruption a condamné Jean de Dieu Hatungimana, directeur de la société immobilière appartenant à l'État, à 15 ans de prison pour avoir intentionnellement approuvé des paiements malhonnêtes à une entreprise de construction routière. Le 19 Janvier, la Cour anti-corruption a condamné le porte-parole du Ministère des Finances Donatien Bwabo à 10 ans de prison pour avoir autorisé le paiement d'un garage fictif. Les deux hommes ont interjeté l'appel et à la fin de l'année tous les deux sont restés libres et dans leurs postes de haut niveau.

En août 2008, une commission parlementaire, chargée d'enquêter sur des irrégularités dans la vente de l'avion présidentiel en 2006, a identifié plusieurs dirigeants de haut niveau du parti au pouvoir et le cabinet du Président comme complice de la vente. En août, le Président de l'Assemblée nationale, qui est aussi membre du parti au pouvoir, a annulé la publication du rapport ainsi qu' un débat prévu sur la question à l'Assemblée nationale.

Il n'y avait rien de nouveau dans le cas de l'ancien gouverneur de la banque centrale Isaac Bizimana, qui a été mis en prison depuis août 2007 pour le transfert illégal des fonds publics à une entreprise privée, Interpetrol.

La loi exige la publication des avoirs des responsables gouvernementaux, mais ceci n'a pas été appliqué en pratique.

Le ministre de la bonne gouvernance, une brigade spéciale anti-corruption, et l'Inspecteur général d'Etat sont tous responsables de la lutte contre la corruption du gouvernement. La brigade a le pouvoir d'agir de sa propre initiative afin d'identifier les contrevenants et les déférer au Procureur Général chargée de la lutte contre la corruption. De Janvier à Août, la brigade a étudié 56 cas et récupéré 55,6 millions de francs burundais (45.950 \$).

La loi ne prévoit pas l'accès à l'information gouvernementale et par conséquent l'information pratique a été difficile à obtenir. La loi ne permet pas aux médias de diffuser ou de publier des informations dans certains cas relatifs à la défense nationale, la sécurité de l'État, ou le secret des enquêtes judiciaires. Les observateurs des Droits de l'homme ont critiqué la loi pour ses restrictions mal définies dans le droit d'accès et de diffusion des informations.

Section 5 Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme

Les groupes Nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont généralement opéré sans restriction du gouvernement, en enquêtant et en publiant leurs conclusions sur les affaires de droits de l'homme. Les observateurs des droits de l'homme en général ont été autorisés à visiter les infrastructures du gouvernement comme les bases militaires et les prisons dirigées par le SNR. Les représentants du gouvernement ont été quelque peu coopératifs et réceptifs à leurs points de vue. Les groupes de défense des droits humains ont continué à exploiter et publier des bulletins informant sur les violations des droits de l'homme. Alors que les groupes bien établis avec des liens internationaux et une présence à Bujumbura avaient une mesure de protection contre le harcèlement du gouvernement, des ONG locales ont été plus sensibles à la pression des autorités. Le 4 août, le ministre de l'intérieur a accusé les ONG nationales de faire partie de l'opposition politique.

En Juillet, un observateur de la Ligue Iteka et un journaliste de la RPA ont été accusés de diffamation après avoir critiqué la corruption dans le bureau du procureur local en Province de Ruyigi. Le CNC a par après accepté de suspendre toutes les actions judiciaires pendantes contre les journalistes (voir section 2. A.).

Il n'y avait rien de nouveau dans le cas de 2008 où les membres de la Ligue Iteka étaient contraints de témoigner dans une affaire intentée contre la RPA par un membre de haut rang du cabinet du Président.

Bien que plusieurs ONG internationales aient exprimé leur frustration face aux formidables obstacles bureaucratiques auxquels ils ont été confrontés lors de l'enregistrement avec les bureaux gouvernementaux, les attitudes gouvernementales envers les ONGs des droits humains internationaux et humanitaires restent généralement favorables.

Le gouvernement a coopéré avec les organisations internationales gouvernementales et a autorisé des visites par des représentants des Nations Unies et d'autres organisations comme le CICR.

En avril, les experts indépendants des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Burundi ont signalé une augmentation des tendances à restreindre la liberté d'expression et la liberté d'association. Il a exhorté les autorités à lancer une enquête sur l'assassinat d'Ernest Manirumva (voir section 1.a.) le 8 avril, déclarant que «sa mort est encore une autre preuve que le droit à la liberté d'expression est menacé au Burundi et que ceux qui choisissent de l'exercer librement sont en danger." En 2008, le mandat de la mission d'experts a été renouvelé, pour continuer jusqu'à ce qu'une Commission nationale des droits de l'homme ait été mise en place.

Il n'y a pas d'ombudsman en droits humains.

Le Parlement a créé les comités des droits humains en 2005 dans les deux chambres: un comité pour la justice et les droits de l'homme à l'Assemblée nationale et un comité pour les questions judiciaire et institutionnelles et des droits fondamentaux et des libertés au Sénat. Ces comités n'ont pas publié de rapports ou de recommandations sur les droits de l'homme et n'ont eu aucun impact sur les problèmes des droits humains. Ces comités ont été dominés par le CNDD-FDD et ne sont pas indépendants de l'influence du gouvernement ou du parti.

Des consultations nationales sur la création d'une Commission Vérité et Réconciliation, initialement prévue pour commencer en Octobre 2008, a commencé le 13 Juillet, et ont continué jusqu'à la fin de l'année. Un comité de pilotage du gouvernement, des Nations Unies, et des représentants de la société civile a coordonné les "Consultations populaires sur la justice transitionnelle" pour récolter les points de vue de la population sur la façon dont le Comité Vérité et Réconciliation et le Tribunal devraient fonctionner.

En Août 2008, le gouvernement du Rwanda a accusé 670 Burundais d'avoir participé dans le génocide de 1994 au Rwanda, mais, en fin d'année le Tribunal Pénal International pour le Rwanda n'avait pas convoqué les Burundais.

Section 6 Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution prévoit le statut d'égalité et la protection de tous les citoyens, sans distinction fondée sur le sexe, l'origine, l'appartenance ethnique, le handicap, la langue ou le statut social ; cependant, le gouvernement n'a pas effectivement mis en œuvre ces dispositions, et ainsi la discrimination et les abus sociaux ont continué.

Femmes

La loi interdit le viol, qui est passible d'une peine de 30 ans d'emprisonnement. L'édition 2009 du Code pénal révisé définit mieux le viol comme un crime et prévoit des peines plus sévères dans des circonstances aggravantes, telles que les jeunes victimes ou des violeurs séropositives. Elle interdit également le viol domestique, mais prévoit seulement une peine d'amendes et d'emprisonnement de huit jours. Le gouvernement n'a pas efficacement appliqué les lois sur le viol.

Au cours de l'année, il y avait un nombre élevé de viols et autres violences sexuelles contre les femmes et les filles.

Une ONG locale, l'Association pour la Défense des Droits de la Femme (ADDF), a reçu des rapports de 3.019 cas de viol et de violence domestique au cours de la première moitié de l'année. Le Centre Seruka est une ONG locale équipée en partie par les Médecins Sans Frontières

de Belgique (MSF-Belgique) et financé par le Fond des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la Population, et le Fonds des Nations Unies pour le développement de la femme. Le Centre a indiqué avoir reçu une moyenne de 131 victimes de viol chaque mois au centre de Bujumbura. Le MSF a indiqué que le nombre de victimes de viol dans la population en générale était probablement beaucoup plus élevé.

L'ONU et les organisations locales des femmes ont signalé une diminution des incidents de viols commis par des membres de la FDN.

Beaucoup de femmes étaient réticentes à dénoncer le viol pour des raisons culturelles, la peur de représailles, et l'indisponibilité des soins médicaux. Les hommes ont souvent abandonné leurs femmes après des actes de viol, et les femmes et les filles ont été victimes d'ostracisme. Certains policiers et magistrats auraient ridiculisé et humilié les femmes qui ont dit qu'ils ont été violées et les victimes ont été exigées de fournir de la nourriture et payer les frais d'incarcération pour les violeurs. Selon un rapport de Mars par le MSF, plusieurs de celles qui ont cherché réparation en justice ont fait face à un système judiciaire qui ne réagissait pas ; les tribunaux ont souvent refusé d'agir sur les cas sans témoins. Certaines victimes auraient été exigées de payer 15.000 francs burundais (12,50 \$), une somme importante pour la plupart des victimes, afin d'obtenir un rapport médical certifié. Parmi d'autres problèmes, des juges qui n'ont pas considéré le viol comme un crime grave, et un manque d'infrastructures médicales pour recueillir des preuves médicales. Selon les organisations des droits des femmes, parfois des familles ou des communautés ont forcé les victimes à retirer leurs plaintes et négocier des ententes avec l'agresseur ou sa famille en dehors du système judiciaire formel. Dans d'autres cas, les victimes étaient forcées par leurs familles et des arbitres locaux à marier leurs violeurs. Dans le nombre limité des cas qui ont été étudiés, les poursuites efficaces des violeurs ont été rares.

Malgré l'attention accrue attachée au problème, de nombreuses femmes n'ont pas accès aux soins de santé appropriés juste après avoir subi un viol à cause du manque de ressources adéquates. La stigmatisation attachée à la poursuite des victimes de violences sexuelles et la peur de se manifester ont empêché de nombreuses victimes d'accéder à ces services limités. La société civile et les communautés religieuses ont travaillé pour surmonter les préjugés culturels de viol en vue d'aider les victimes à se réintégrer dans les familles qui les avaient rejetées. La Ligue Iteka, l'APRODH, l'ADDF, et le BINUB ont continué à encourager les victimes de viol à porter plainte et demander des soins médicaux, et des ONG internationales ont fourni des soins médicaux gratuits dans certains domaines. Le gouvernement a également sensibilisé sur le problème à travers des séminaires et des initiatives locales décrivant les types de soins médicaux disponibles.

Le code pénal, tel que révisé durant l'année, interdit la violence domestiques d'un conjoint ou un enfant, avec la peine allant des amendes à l'emprisonnement de trois à cinq ans. En Janvier, la

commission des Nations Unies sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes s'est déclarée préoccupée par la violence domestique et sexuelle dans le pays. La violence domestique contre les femmes est courante, même s'il n'y a pas de statistiques. Les ONG locales dans les provinces méridionales signalent des hommes qui battent et tuent leurs partenaires pour se marier avec des femmes plus jeunes. Beaucoup de victimes n'ont pas signalé les crimes de violence domestique, craignant des représailles ou un manque de soutien du système judiciaire. Des personnes accusées de violence conjugale ont occasionnellement été arrêtées par la police mais sont souvent libérées dans quelques jours, sans autre enquête. Les femmes ont le droit d'accuser leurs maris d'être auteurs de la violence physique, mais cela est rarement fait. Le gouvernement a organisé la formation de la police sur la violence familiale et sexiste.

Les médias ont signalé de nombreux cas de traitement dégradant et violent des femmes par leurs maris. Des incidents ont inclus les bastonnades, les mutilations, et les assassinats. Par exemple, le 6 Janvier, la population de la province de Cibitoke a découvert une femme qui avait été gravement brûlée avec de l'eau chaude et abandonnée à la mort par son mari, la semaine précédente. Les hôpitaux de Bujumbura ont d'abord refusé de fournir un traitement médical à la femme grièvement blessée en raison de la puanteur de ses plaies infectées. Plus tard, La police locale a arrêté son mari. En fin d'année il était toujours en détention, en attente de jugement.

Le 12 Septembre, un homme de la province de Makamba a tué sa femme avec une machette. La police l'a arrêté plus tard. En fin d'année, il était en détention, en attente de jugement.

Le suspect dans l'Affaire d'Octobre 2008 en province Cankuzo qui a brûlé les parties génitales de sa femme est resté en détention en fin d'année.

La loi interdit la prostitution et la prostitution organisée n'existe pas de manière significative ; cependant, il y avait quelques bordels privés dans les zones urbaines, et des femmes engagées dans la prostitution de façon indépendante dans des zones de forte circulation et des zones touristiques autour du lac Tanganyika. Bien que la police n'ait pas lutté énergiquement contre la prostitution, il n'y avait pas de preuves fiables qu'ils ont participé ou bénéficié de l'industrie du sexe.

Le code pénal révisé interdit le harcèlement sexuel, y compris l'utilisation des commandes, de fortes pressions ou menaces de violence physique ou psychologique pour obtenir des faveurs sexuelles. La peine pour l'harcèlement sexuel va des amendes à des peines d'un mois à deux ans de prison. La peine pour l'harcèlement sexuel double si la victime a moins de 18 ans. Il n'y avait pas de poursuites connues durant l'année.

Le gouvernement a reconnu le droit des couples et des individus de décider librement et en toute responsabilité le nombre, l'espacement et le calendrier de la naissance de leurs enfants. Les centres de santé et les ONG locales de santé ont été autorisés à opérer librement dans la diffusion de l'information sur la planification familiale, sous la direction du Ministère de la santé publique. Il n'y avait aucune restriction sur l'accès aux contraceptifs, mais selon l'Association Burundaise pour le Bien-être Familial, une ONG locale axée sur la santé maternelle et la planification familiale, seulement 11,4 pour cent des Burundais se servent de ces mesures. Le gouvernement a fourni des services gratuits de l'accouchement, mais le manque de médecins suffisants impliquait que la plupart des femmes utilisaient des infirmières ou sages-femmes pendant l'accouchement ainsi que pour les soins prénataux et postnataux sauf si la mère ou l'enfant a subi des complications de santé graves. Les hommes et les femmes ont reçu l'égalité d'accès au diagnostic et au traitement des infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH, mais les ONG locales et les cliniques de santé ont indiqué que les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de rechercher un traitement et orienter leurs partenaires.

Malgré les protections constitutionnelles, les femmes continuent de faire face à une discrimination juridique, économique, et sociale et étaient souvent victimes des pratiques discriminatoires en matière de crédit et de lois sur la propriété matrimoniale. Selon la loi, les femmes doivent recevoir le même salaire que les hommes pour le même travail, mais en pratique, cela n'a pas été le cas. Certaines entreprises ont suspendu les salaires des femmes pendant qu'elles étaient en congé de maternité payé, et d'autres ont refusé la couverture médicale aux employées femmes mariées. Les femmes étaient moins susceptibles d'occuper des postes de niveau intermédiaire ou des postes de haut niveau sur le marché du travail. Cependant, il y a eu de nombreuses entreprises appartenant à des femmes, en particulier à Bujumbura.

Plusieurs groupes locaux ont travaillé pour défendre les droits des femmes, notamment le Collectif des Organisations Féminines et les ONG du Burundi ainsi que les Femmes Unies pour le Développement.

Enfants

La citoyenneté est dérivée de la nationalité du père et non pas par la naissance dans le pays. En Février, l'UNICEF a organisé une série de réunions avec les autorités locales et provinciales afin de clarifier les questions relatives aux mouvements transfrontaliers et les droits des enfants nés de couples binationaux.

L'échec du gouvernement d'enregistrer toutes les naissances a entraîné le refus de certains services publics pour les enfants non enregistrés, comme le gouvernement exige un certificat de naissance pour l'accès à l'enseignement public gratuit et des soins médicaux gratuits pour les enfants de moins de cinq ans. Environ la moitié de tous les enfants n'étaient pas enregistrés à la

naissance. En août 2008, le gouvernement a annoncé qu'il allait enregistrer sans frais les naissances de tous les enfants jusqu'à l'âge de cinq ans. Les femmes célibataires et les victimes de viol étaient traditionnellement moins susceptibles de déclarer la naissance d'un enfant.

La scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 12 ans; l'école primaire a été le plus haut niveau d'éducation atteint par la plupart des enfants. La déclaration du gouvernement de 2005 de gratuité de l'enseignement primaire a sensiblement augmenté les taux de scolarisation, qui a atteint 79 pour cent dans l'année scolaire 2007-08, avec une augmentation de 20 pour cent au cours de la session 2004-05. Le gouvernement a déclaré un taux de scolarisation de 90 pour cent pour 2008-09. L'analphabétisme des femmes demeurait un problème particulier.

Le viol des mineurs est devenu un problème très répandu, mais d'autres violences envers les enfants n'ont pas été rapporté si généralisées. Selon le BINUB, environ 65 pour cent des viols signalés ont été des enfants âgés de 17 ans et moins. La peine pour le viol d'un mineur peut aller de 10 à 30 ans. L'âge minimum pour les rapports sexuels consensuels était de 18 ans.

Au cours de l'année, le Centre Seruka a rapporté que parmi les cas de violence sexuelle qu'il a traités, 15 pour cent concernaient les enfants de moins de cinq ans. Le Fonds des Nations Unies pour le développement de la femme a signalé que de nombreux viols de mineurs ont été motivés par la conviction du violeur qu'ils préviennent ou guérissent les maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH / SIDA. Le Centre Seruka a signalé que 95 pour cent des victimes de viol qui ont visité ses services au cours de l'année étaient des femmes, la victime moyenne assistée par Seruka était de 11,5 ans, tandis que seulement six personnes étaient des adultes âgés de 20-25. Les ONGs locales ont déclaré fournir des services aux élèves du secondaire qui ont été contraintes à des actes sexuels ou de viols par les enseignants.

L'édition 2009 du Code pénal révisé interdit la maltraitance des enfants et comprend une disposition visant à protéger les enfants qui sont encore sur l'allaitement. Un père qui prend un enfant en allaitement maternel de sa mère sans son consentement peut être accusé d'un acte criminel.

Selon des statistiques de 2008 du Ministère des droits de l'homme et du genre, il y avait environ 5.000 enfants de la rue dans le pays, beaucoup d'entre eux, étant des orphelins du VIH / SIDA ; Cependant, le gouvernement était incapable de leur fournir un soutien médical et économique suffisant et il a compté sur les ONG pour fournir de tels services de base.

Les enfants se sont livrés de plus en plus dans la prostitution pour survivre ; Cependant, cela n'a pas été jugé si répandue. L'édition 2009 du Code pénal révisé interdit la prostitution des enfants; les sanctions y relatives comprennent des amendes et l'emprisonnement de cinq à 10 ans. La loi

interdit également la pornographie impliquant des enfants, ce qui peut être puni par des amendes et l'emprisonnement de trois à cinq ans.

Les forces gouvernementales et les ex-forces rebelles ont affirmé qu'ils n'ont plus recruté des personnes de moins de 18 ans. Du mois d'avril au 8 Juin, le FNL a démobilisé environ 380 enfants mineurs liés à son mouvement rebelle. Selon l'ONU, il n'y avait pas de cas connu d'enfants associés aux groupes armés à la fin d'année.

Les révisions apportées au Code pénal au cours de l'année ont modifié l'âge de la responsabilité pénale de 13 à 15 ans, indiquant que les mineurs de moins de 15 ans ne pouvaient être tenus pénalement responsables. Pour les mineurs âgés de 15 à 18, le nouveau code pénal contient des dispositions pour le conseling, la supervision, la surveillance judiciaire, et le foyer d'accueil ou de placement en abri social.

Traite des personnes

L'édition 2009 du Code pénal révisé interdit la traite des personnes et prévoit des peines d'emprisonnement de cinq à 10 ans pour toute personne reconnue coupable de traite d'une tierce personne avec ou sans gain financier. Les trafiquants pourraient également être poursuivis en vertu des lois existantes contre l'enlèvement, le viol, la prostitution et l'esclavage. Malgré ces changements dans la loi, la question de la traite et sa portée n'ont pas été bien comprises par les membres du gouvernement ou de la police nationale.

Le Ministère des droits de l'homme et de l'égalité du genre, en coopération avec les Ministères de la Justice et de l'Intérieur, est l'organisme chef de file sur le trafic. En 2005, le gouvernement a créé un département au sein de la police nationale, la Brigade de protection des mineurs, pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle. La brigade a cherché à protéger les enfants contre la prostitution forcée et a aidé certains d'entre eux à améliorer leurs conditions de vie.

Depuis sa création, la brigade a réussi à mener 10 poursuites des personnes qui abusaient des femmes et des enfants par la prostitution forcée. La brigade a entamé quatre poursuites supplémentaires au cours de l'année, mais en fin d'année, il n'y avait pas de condamnation.

Il n'y avait aucune preuve crédible que les responsables gouvernementaux ont participé, facilité ou toléré le trafic.

La traite interne des enfants à des fins de travail forcé, notamment pour les tâches ménagères, était un problème. Les enfants, surtout les élèves du secondaire, ont été la population ciblée. Il n'y avait pas de rapports fiables sur le tourisme ou le trafic sexuel généralisé et organisé. La plupart des touristes sexuels et les trafiquants du sexe auraient été en provenance des Émirats

arabes unis, l'Allemagne, et la Tanzanie. Les trafiquants du sexe ont ciblé des élèves du secondaire aux fins de prostitution dans les pays voisins. La brigade a également signalé qu'un petit nombre d'enfants auraient été collectés dans le pays en direction de l'Ouganda, le Rwanda et la République Démocratique du Congo et sont retournés chez eux après deux mois.

Il n'y a pas eu d'arrestations des présumés trafiquants.

Le rapport annuel du Département d'Etat sur *la Traite des Personnes* peut être consulté au <http://www.state.gov/g/tip/>.

Personnes handicapées

La Constitution interdit la discrimination contre les personnes ayant une déficience physique ou mentale, et il n'y avait pas de rapports que le gouvernement n'a pas appliqué cette disposition en matière d'emploi, d'éducation ou d'accès aux soins de santé. Toutefois, le gouvernement n'avait pas adopté une législation ou autrement l'accès obligatoire aux bâtiments ou aux services gouvernementaux, pour les personnes handicapées.

Minorités nationales / raciales / ethniques

La discrimination contre les Hutus, qui constituent environ 85 pour cent de la population, a été moins fréquente durant l'année. La Constitution exige des quotas ethniques pour la représentation au sein du gouvernement et dans l'armée. Les Hutus ont considérablement augmenté leur présence et leur pouvoir dans le gouvernement après les élections de 2005. Au cours de l'année, des améliorations significatives ont été réalisées dans l'intégration des ex-combattants, principalement hutus, dans les forces de sécurité.

La minorité Tutsie, particulièrement les Tutsis du sud dans la province de Bururi, historiquement, ont détenu le pouvoir et ont continué à dominer l'économie.

Populations autochtones

Les Batwa, considéré comme premiers habitants du pays, représentent moins de 1 pour cent de la population et, en général étaient économiquement, socialement et politiquement marginalisés. Cependant, le gouvernement a mis en place plusieurs mesures pour répondre à l'isolement traditionnel des Batwa. Les administrations locales doivent fournir des manuels scolaires et des soins gratuits à tous les enfants Batwa. Le gouvernement prévoit également de petites superficies, si possible, pour les Batwa qui souhaitent devenir agriculteurs et leurs octroie environ deux demi-hectares de terre par famille, le champ de taille moyenne des pauvres des zones rurales du pays.

Abus sociétaux, la discrimination et les actes de violence fondés sur l'orientation sexuelle et identité sexuée

Malgré l'opposition des organisations locales et internationales des droits de la personne humaine, la révision du code pénal promulgué au cours de l'année comportait une disposition qui criminalise les actes homosexuels. Quiconque a des relations sexuelles avec une personne du même sexe peut être condamné à une peine de trois mois à deux ans d'emprisonnement et / ou une amende. A la fin d'année, personne n'avait été poursuivi en vertu de cette disposition.

Au début de septembre, le gouvernement a enregistré une organisation pour la défense des droits des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels et des transgenres (LGBT). Pour s'inscrire, l'organisation a été recommandée de manière informelle par les sources du Ministère de l'Intérieur de changer le nom de l'Association de «Association pour le Respect et les Droits des Homosexuels» au mot kirundi "Humure", qui signifie «n'ayez pas peur."

La taille de la communauté LGBT n'était pas claire, comme de nombreuses personnes craignaient s'identifier comme LGBT parce qu'il n'était pas culturellement acceptable. Une étude publiée le 15 Août à Bujumbura a fait état de 180 hommes qui s'identifiaient comme homosexuels.

Bien que la discrimination existait, il n'était pas toujours manifeste ou généralisée. Les familles ont parfois désavoué les enfants qui refusaient de renier leur identité homosexuelle, et les homosexuels et les lesbiennes souvent sont entrées en mariages hétérosexuels à cause de la pression sociale. Humure a signalé que 90 pour cent des hommes qui ont des rapports sexuels mâle-mâle étaient mariés. Les représentants de la communauté LGBT a déclaré qu'après l'adoption de la révision du code pénal criminalisant les relations homosexuelles, ils ont été soumis à plus de discrimination, mais le nombre de cas restait faible. Le gouvernement n'a pris aucune mesure contre la discrimination à l'égard des homosexuels.

Le 1^{er} Juillet, un jeune homme a été arrêté pour avoir commis des violences sexuelles contre un patron de club à Bujumbura. La police a déclaré plus tard que l'homme a été arrêté pour être homosexuel mais a promis de relâcher le suspect en échange d'argent. Le plaidoyer des ONG des droits humains et de la communauté LGBT a contribué à sa libération par la police.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétale

La Constitution interdit expressément la discrimination contre les personnes vivant avec le VIH/SIDA ou d'autres maladies "incurables". Aucune discrimination parrainée par le gouvernement contre ces personnes n'a été signalé, bien que certains observateurs aient suggéré

que le gouvernement ne s'est pas activement impliqué dans la prévention des discriminations sociales.

Il y avait des personnes atteintes d'albinisme, qui ont été victimes de violence au cours de l'année, et la discrimination contre ces personnes a eu lieu. Les Pères parfois ont renvoyé les femmes qui ont donné naissance à des enfants atteints d'albinisme. L'ONG locale Albinos Sans Frontières (ASF) a assisté dans quatre cas d'abandon de la mère et des enfants en raison de l'albinisme depuis 2008. Les questions de santé impliquant la vue ou l'exposition prolongée au soleil ont souvent affecté la capacité des personnes atteintes d'albinisme les empêchant de participer pleinement à l'école ou au travail. L'ASF a signalé que les efforts visant à sensibiliser la population sur les questions touchant les personnes atteintes d'albinisme ont contribué à améliorer la situation.

Il ya eu une série d'assassinats de personnes atteintes d'albinisme en 2008 et les assassinats sporadiques ont continué durant l'année (voir section 1.a.).

Incitation à des actes de discrimination

Le 6 Mars, une manifestation de 2.000 à 3.000 participants a eu lieu à Bujumbura en faveur de la loi criminalisant l'homosexualité. La marche a été parrainée par le parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Les participants à la manifestation anti-homosexuelle portaient des tricots du CNDD-FDD et chantaient des hymnes du parti. On avait loué les autobus ont été embauchés pour apporter un grand nombre de personnes à la marche, y compris les enfants en âge scolaire, Quelques écoles étaient fermées pour cet événement.

Section 7 Droits des travailleurs

a. Le droit d'association

La Constitution et le Code du travail protègent le droit des travailleurs à former et à s'affilier à des syndicats sans autorisation préalable ni conditions excessives. Cependant, bien que la plupart des travailleurs ont exercé ce droit dans la pratique, les forces armées, les fonctionnaires de l'Etat, les magistrats, et les étrangers travaillant dans le secteur public ont été interdits de participer dans des syndicats. La loi empêche les travailleurs de moins de 18 ans d'adhérer à un syndicat sans le consentement de leurs parents ou tuteurs. Selon la Confédération des Syndicats du Burundi (COSYBU), de nombreux employeurs du secteur privé travaillaient systématiquement pour empêcher la création des syndicats et le gouvernement n'a pas pu protéger les droits des travailleurs du secteur privé en pratique. Les relations entre la COSYBU et le gouvernement sont restés moins bonnes. La Ligue Iteka a signalé des pratiques

discriminatoires généralisées dans l'octroi des emplois du gouvernement basé sur les affiliations politiques, en dépit d'une loi interdisant de telles pratiques.

Selon la COSYBU, moins de 10 pour cent de la main d'œuvre du secteur privé formel a été syndiquée, tandis qu'environ 50 pour cent du secteur public a été syndiquée. La plupart des citoyens ont travaillé dans l'économie informelle non réglementée, où il y avait peu ou pas de protection juridique des droits des travailleurs. La COSYBU a déclaré que pratiquement aucun travailleur du secteur informel n'avait un contrat de travail écrit; selon les statistiques du gouvernement, seulement 5 pour cent en avaient.

La loi donne aux travailleurs un droit conditionnel de grève, mais bannit les grèves de solidarité et fixe des conditions strictes pour qu'une grève générale puisse se faire. Tous les moyens pacifiques de résolution doivent être épuisés avant la grève, les négociations doivent se poursuivre au cours de l'action, par la médiation choisie d'un commun accord ou par le gouvernement, et un préavis de six jours doit être donné à l'employeur et au ministère du Travail. Avant que la grève ait lieu, le Ministère doit déterminer si les conditions de grève ont été respectées, ce qui lui donne essentiellement le pouvoir de veto sur toutes les grèves, selon la Confédération syndicale internationale (CSI).

Le code du travail interdit le châtement contre les travailleurs participant à une grève légale, mais les leaders des syndicats du travail ont continué à subir des abus. Plusieurs dirigeants des médecins et des syndicats d'infirmiers qui ont organisé une série de grèves entre Février et Mai ont déclaré avoir reçu des menaces de mort. Quatre membres du comité du syndicat de la Société Publique Sucrière du Moso ont été licenciés pour avoir organisé une grève pacifique, en avril 2008 et n'avaient pas été rétabli en fin d'année.

b. Le droit d'organisation et de négociation collective

La loi permet aux syndicats de mener leurs activités sans ingérence, mais le gouvernement a souvent perturbé les syndicats et intimidé ou harcelé leurs chefs. La loi reconnaît également le droit à la négociation collective, et il a été pratiqué librement ; toutefois, mais les salaires sont exclus du champ de négociation collective dans le secteur public et ils ont été établis selon les barèmes fixés, après consultation avec les syndicats.

Comme la plupart des salariés étaient des fonctionnaires, des entités gouvernementales ont participé à presque toutes les étapes des négociations collectives. La COSYBU et la Confédération des Syndicats Libres ont représenté les intérêts du travail dans les négociations collectives, en coopération avec les syndicats particuliers. Les syndicats des fonctionnaires doivent être enregistrés auprès du Ministère de la Fonction Publique. Il n'y avait pas de statistiques fiables sur le pourcentage des travailleurs couverts par des conventions collectives.

La loi interdit la discrimination antisyndicale, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit dans le secteur public. Au cours de l'année, il y a eu de nombreux cas où le gouvernement intimidé, emprisonné, ou muté illégalement des travailleurs de syndicats. Par exemple, le chef du syndicat des travailleurs des prisons publiques, qui était administrativement transféré en avril 2008 à un autre site de travail pour avoir critiqué les fortes hausses des salaires de la direction, a pu rester à son poste d'origine grâce à un tollé de la part des ONG locales. Toutefois, ses employeurs l'auraient mis en quarantaine et n'avait plus de responsabilités.

Selon la CSI, le gouvernement n'a pas pu protéger les travailleurs contre la discrimination par les employeurs du secteur privé.

En Septembre 2008, le vice-président de l'Union des travailleurs non Magistrats du Ministère de la justice, Juvénal Rududura, a été arrêté pour avoir prétendument menti lors d'une entrevue télévisée dans laquelle il critiquait les politiques du gouvernement. À la suite de la détention prolongée sans procès, il a été "libéré provisoirement" le 9 Juillet. Toutefois, ses mouvements étaient limités, il était autorisé de quitter le pays et ses activités étaient étroitement surveillées par le gouvernement.

Il n'y avait pas de zones franches d'exportation.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris par les enfants, mais on a continué à avoir des rapports que cela a eu lieu. La plupart de ces rapports sont sur des cas de servitude domestique ou le travail des enfants dans la pêche et l'agriculture de subsistance, principalement les bananes, le manioc, le maïs et les haricots (voir section 6).

d. Interdiction du travail des enfants et l'âge minimum d'accèsion à l'emploi

Le code du travail stipule que les entreprises ne peuvent pas employer des enfants de moins de 18 ans, sauf pour les exceptions autorisées par le Ministère du Travail. Il s'agit notamment des travaux légers ou d'apprentissage qui ne sont pas nocifs pour la santé des enfants, n'interférant pas avec leur développement normal, ou ne portant pas préjudice à leur scolarité. Toutefois, le gouvernement n'a pas efficacement appliqué ces lois, et le travail des enfants reste un problème. En outre, l'âge légal pour la plupart des types de travail "non-dangereux" est de 18. Le Code autorise aussi les enfants de 12 ans et plus d'être employés dans le «travail léger», comme la vente des journaux, l'élevage du bétail, ou la préparation des aliments. Cependant, les enfants de moins de 16 ans dans les zones rurales ont régulièrement effectué des travaux manuels lourds

dans la journée pendant l'année scolaire. Selon la CSI, la grande majorité des enfants dans le pays travaillait durant l'année.

Les enfants ne sont pas légalement autorisés à travailler la nuit, bien que beaucoup l'aient fait dans le secteur informel. La plupart de la population vivait de l'agriculture de subsistance, et les enfants étaient obligés, par nécessité personnalisée et économique de participer aux activités de l'agriculture de subsistance, des activités des entreprises familiales, et d'autres activités du secteur informel. Le travail des enfants existait aussi dans les entreprises de fabrication des briques.

On a continué à avoir des rapports des enfants exécutant un travail domestique des ménages. Les médias locaux à Rumonge, an province de Bururi, ont déclaré que les jeunes enfants travaillaient 12 heures par jour dans le secteur de la pêche informelle. Comme les années précédentes, il n'y avait aucune indication que les enfants ont été victimes de la traite pour exploitation sexuelle commerciale ou de travail organisée ou généralisée.

Le Ministère du Travail a été chargé de faire respecter la législation du travail des enfants et disposait des outils multiples d'application, y compris des sanctions pénales, des amendes civiles, et les ordonnances. Toutefois, en pratique, les lois sont rarement appliquées. En raison d'un manque d'inspecteurs, le Ministère n'a appliqué la loi que lorsqu'une plainte a été déposée. Le gouvernement n'a reconnu aucun cas de travail des enfants dans le secteur formel de l'économie au cours de l'année, mais il n'avait mené aucune enquête sur le travail des enfants. En collaboration avec l'UNICEF et les ONG, le gouvernement a fourni une formation pour les fonctionnaires du Ministère du travail sur l'application des lois régissant le travail des enfants.

Au cours de l'année, le gouvernement a appuyé des organisations internationales, plusieurs ONG et syndicats qui se sont engagés dans la lutte contre le travail des enfants; leurs efforts incluait les soins et la formation des enfants soldats démobilisés. L'UNICEF a aidé le ministère du Travail pour mettre en œuvre un programme d'éducation du public en vue de lutter contre le travail des enfants et la maltraitance des anciens enfants soldats.

e. Conditions de travail acceptables

Bien que le coût de la vie ait considérablement augmenté au cours de l'année, le salaire minimum légal pour les travailleurs non qualifiés est resté à 160 francs burundais (0,13 \$) par jour. Bien que certains employeurs aient volontairement payé leurs ouvriers non qualifiés un minimum de 1.500 francs burundais (1,25 \$) par jour, ce fut loin d'être une pratique courante. En général, les revenus des travailleurs non qualifiés n'ont pas permis un niveau de vie décent pour un travailleur et sa famille. La plupart des familles ont compté sur les revenus supplémentaires et l'agriculture de subsistance afin de compléter leurs salaires. Le département de l'inspection au

sein du Ministère du Travail est chargé de faire respecter les lois du salaire minimum, mais il n'y avait pas de rapports d'exécution, ces dernières années. Le salaire minimum légal n'avait pas été révisé depuis de nombreuses années, et il n'y avait pas d'exemples connus de violations par l'employeur. Ces règlements s'appliquent à l'ensemble du personnel et ne font aucune distinction entre les travailleurs nationaux et étrangers ou entre les secteurs formel et informel.

Le code du travail prévoit une journée de travail de huit heures et une semaine de 40 heures, sauf pour les travailleurs impliqués dans des activités de sécurité nationale ; Toutefois, cette disposition n'a pas toujours été appliquée dans la pratique. Les suppléments doivent être payés pour les heures supplémentaires. Il n'existe pas de loi concernant les heures supplémentaires obligatoires, dont les opportunités sont généralement non-existantes. Les périodes de repos incluent 30 minutes pour le déjeuner. Il n'y avait pas d'exception pour les travailleurs étrangers ou migrants.

Le code du travail établit les normes de santé et de sécurité qui requièrent la sécurité au travail. L'application relève du Ministère du Travail qui était responsable d'agir sur les plaintes, mais il n'y avait pas de rapports de plaintes déposées auprès du ministère pendant l'année. Les travailleurs n'ont pas eu le droit de se retirer des situations mettant en danger la santé et la sécurité sans mettre en péril leur emploi.

Un petit nombre de personnes de la voisine République Démocratique du Congo, la Tanzanie et le Rwanda ont travaillé dans le pays, mais ne constituaient pas une présence significative. Ils étaient généralement sans papiers et ont travaillé dans le secteur informel.